

Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL

Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III : création d'un groupe de recherche-action portant sur les discriminations

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'engage concrètement dans la lutte contre les discriminations, qui mettent à mal l'idéal républicain d'égalité et fragilisent la cohésion sociale.

Elle intervient notamment dans ce champ en apportant son soutien financier par des subventions, et en développant des partenariats actifs avec les associations. Des actions de sensibilisation destinées au personnel municipal et au grand public sont également proposées chaque année. Un chef de projet est affecté sur cette thématique à hauteur de 50% d'un ETP de catégorie A dans les effectifs municipaux.

Depuis 2015, trois engagements intensifient l'implication de la Ville et de la Métropole de Montpellier pour réduire les discriminations :

- L'intégration d'un plan territorial de lutte contre les discriminations (PTLCD) au contrat de ville 2015/2020, axé (à minima) sur les discriminations liées à l'origine (décision 25 du Comité Interministériel des Villes du 19 février 2014 et loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014) ;

- L'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) depuis le 10/05/16, qui entraîne l'adoption d'un plan d'action que la Ville s'est engagée à mettre en œuvre et qui prévoit l'évaluation du racisme et des discriminations sur le territoire de la collectivité ;
- La signature par la Ville de Montpellier de la Charte « Egalité contre le racisme » porté par le Défenseur des Droits (2016).

Ces engagements ont conduit en 2017 à commander un premier état des lieux des discriminations sur le territoire (participation de la Ville de 8424€). Les résultats obtenus démontrent l'existence et la persistance de réelles inégalités causées par les phénomènes discriminatoires à Montpellier et posent la nécessité de lutter contre ces discriminations.

Dans cette perspective, la Ville de Montpellier propose la création d'un groupe de recherche-action au service de la lutte contre les discriminations, afin de pallier progressivement le manque de données et de mettre en place des politiques publiques ciblées.

Ce groupe de recherche-action sera rattaché au laboratoire de sociologie LERSEM/IRSA de l'Université Paul-Valéry Montpellier III, et travaillera en partenariat avec la Ville et la Métropole de Montpellier, en associant régulièrement les signataires du Contrat de Ville.

Il inclura des enseignants-chercheurs titulaires et s'appuiera sur deux masters : le Master 2 « Sociologie, observation et analyse » dirigé par Denis Fleurdorge, Maître de conférence HDR et le Master 2 « Intermédiation et développement social » dirigé par Olivier Noël, Maître de Conférences associé.

Le groupe sera piloté par un ingénieur de recherche, coordinateur à mi-temps, qui assurera, avec la Direction de la Cohésion Sociale de la Ville de Montpellier la mise en œuvre concrète des recherches et l'encadrement des stagiaires affectés à la partie opérationnelle de la démarche de recherche-action.

La première année de collaboration (2018-2019) permettra d'analyser les causes et les conséquences des discriminations suivantes, et de proposer des actions de remédiation :

- Recherche 1 : Difficultés rencontrées par les familles monoparentales et amplifiées par les discriminations : accès à la formation, à l'emploi, au logement, aux modes de garde;
- Recherche 2 : Aspects discriminatoires de la dématérialisation du service public : identification des populations les plus pénalisées, des mécanismes les plus difficiles d'accès et des leviers d'actions susceptibles de compenser les effets discriminants ;

Le contrat de collaboration de recherche, annexé à la présente délibération, définit les modalités et conditions dans lesquelles seront exécutées les missions de recherche de novembre 2018 à septembre 2019.

Les résultats de ces recherches permettront aux acteurs publics de développer sur le territoire les formations, les outils et les actions susceptibles de faire régresser les discriminations ciblées.

Les coûts de cette première année de fonctionnement (participation de la Ville au groupe de recherche à hauteur de 25317,60€ et les formations, les outils et les actions estimées à 5382,40€), seront imputés au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 934.

Ces nouvelles actions bénéficient en 2018 d'une subvention de la dotation de Politique de la Ville (DPV) 2018 pour un montant de 30700 €, car elles répondent pleinement aux enjeux prioritaires et aux objectifs du contrat de ville inscrits dans sa programmation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le contrat de collaboration de recherche annexé à la présente délibération, portant sur la création d'un groupe de recherche-action sur les discriminations avec l'Université Paul Valéry Montpellier III ;
- dire que dans le cadre de cette collaboration la Ville de Montpellier s'engage à verser à l'Université Paul Valéry Montpellier III la somme globale et forfaitaire de 25317,60€ ;
- dire que les crédits de 30 700€ sont inscrits au budget 2018 de la Ville de Montpellier, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée aux Affaires Sociales, Madame Annie YAGUE, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Guy BARRAL.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- contrat de partenariat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20181025-56084A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 30/10/18
Réception en Préfecture : 30/10/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.